

Pier Carlo Padoan : « Ce manque de confiance envers les partenaires italiens est inacceptable »

Intervista a Pier Carlo Padoan - di Olivier Tosseri

Le président Emmanuel Macron a pris soin d'appeler le président du Conseil italien, Paolo Gentiloni, un appel téléphonique « amical » en vue de discuter des chantiers navals STX, de la Libye et de l'immigration, ont annoncé ses services jeudi. C'est la moindre des choses, alors que le gouvernement français a décidé de nationaliser temporairement STX France . Les Italiens se sentent floués. Sous le quinquennat Hollande, les dirigeants de Fincantieri avaient fait, déjà, de nombreuses concessions : promesse de 100 millions d'investissements à Saint-Nazaire, préservation de l'emploi pendant cinq ans, maintien de la R&D en France, accès prioritaire de l'Etat français aux carènes pour ses besoins militaires. Pier Carlo Padoan, le ministre transalpin de l'Economie et des Finances, traduit sans détour l'amertume mêlée de colère qui se fait jour dans son pays.

Quelle est votre réaction à la décision française de nationaliser STX France ?

Je prends acte avec regret que les accords passés avec le gouvernement français précédent ont été répudiés par le nouveau. Fincantieri était prêt à réaliser un important investissement dans un domaine où la France et l'Italie peuvent poursuivre des intérêts communs. Le ministre Bruno Le Maire viendra à Rome mardi prochain, je le rencontrerai volontiers avec Carlo Calenda, ministre du Développement économique, et nous écouterons avec intérêt les propositions qu'il voudra bien nous faire.

Qu'est-ce qui, selon vous, a fait capoter l'accord ? Faut-il regarder du côté de Fincantieri ?

Il y avait déjà un accord et le management de Fincantieri n'est pas en question. Le gouvernement français a répudié cet accord. Franchement, nous ne comprenons pas pourquoi. Il n'y a aucune raison pour laquelle Fincantieri ne puisse disposer de 51 % de STX France. Il me semble que ce revirement ne peut s'expliquer que par un manque de confiance envers les partenaires italiens. Si c'est le cas, c'est inacceptable.

L'Etat italien vole au secours de ses banques et le français à celui de son industrie. Est-ce un coup dur pour le libéralisme économique et la coopération européenne ?

L'Italie ne sauve pas ses banques. Si elles ne sont pas en condition de rester sur le marché, elle les met en liquidation, sinon elle prend des mesures de précaution s'il n'y a pas de solution venant du marché. Dans le cas de STX France, en revanche, il y a une solution de marché et elle s'appelle Fincantieri.